

Les États-Unis en Afrique : empêcher l'émancipation, maintenir la domination (1957-2026)

Par [Eric Toussaint](#)

Mondialisation.ca, 30 septembre 2026

[CADTM](#) 11 septembre 2026

Région : Afrique subsaharienne, États-Unis

Thème: Histoire et Géopolitique



Lorsque la vague des indépendances africaines s'amorce à la fin des années 1950, les États-Unis se trouvent confrontés à une situation inédite. Les empires coloniaux européens qui dominaient une grande partie du continent depuis la fin du XIX^e siècle se désagrègent rapidement. En moins de deux décennies, plusieurs dizaines de nouveaux États accèdent à la souveraineté. Aux yeux de nombreux dirigeants africains, cette indépendance politique ne constitue cependant qu'une première étape. Des responsables comme Kwame Nkrumah au Ghana, Patrice Lumumba au Congo, Ahmed Ben Bella en Algérie, Julius Nyerere en Tanzanie, Modibo Keita au Mali, Sékou Touré en Guinée Conakry défendent l'idée qu'une véritable émancipation suppose également la maîtrise

des ressources naturelles, l'industrialisation, une coopération entre États africains et une réduction de la dépendance à l'égard des anciennes puissances coloniales. Plus tard, Thomas Sankara au Burkina Faso y ajouta le thème de l'annulation de la dette.

Pour Washington, ces transformations interviennent dans un contexte dominé par la guerre froide. Les dirigeants étasuniens s'opposent au non-alignement, au panafricanisme et au socialisme africain et tout ce qui remet en cause leur accès aux ressources stratégiques du continent.

Cette politique prend des formes diverses selon les périodes. Dans les années 1960, elle passe notamment par des opérations clandestines, un soutien à certains coups d'État et l'appui à des dirigeants jugés plus favorables aux intérêts occidentaux. Pendant la guerre froide, les États-Unis soutiennent plusieurs régimes autoritaires considérés comme des remparts contre l'expansion soviétique ou contre les mouvements révolutionnaires. Après la disparition de l'Union soviétique, la lutte contre le terrorisme devient le principal cadre de leur engagement militaire en Afrique. Enfin, au cours des années 2020, l'administration Biden puis la seconde administration Trump replacent l'Afrique au cœur de la compétition stratégique avec la Chine, en privilégiant l'accaparement des minerais critiques, les infrastructures de transport et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement.

L'objectif de cette étude n'est pas de retracer l'ensemble des relations entre les États-Unis et chacun des pays africains. Il consiste plutôt à analyser les principales constantes de la politique américaine sur le continent à travers quelques épisodes particulièrement révélateurs : la lutte contre les dirigeants panafricanistes des années 1960, le soutien apporté à des alliés stratégiques comme Mobutu ou au régime sud-africain de l'apartheid, l'émergence d'AFRICOM après 2001 et, plus récemment, la réorientation de la politique américaine face à la montée en puissance de la Chine.

I. Les indépendances africaines et la lutte contre le panafricanisme (1957-1969)

L'indépendance du Ghana en mars 1957 marque un tournant majeur dans l'histoire du continent africain. Pour la première fois, une colonie d'Afrique subsaharienne accède à la souveraineté sous la direction d'un mouvement nationaliste de masse. Son principal dirigeant, Kwame Nkrumah, ne se contente pas de célébrer la naissance d'un nouvel État. Dès son discours d'indépendance, il affirme que « l'indépendance du Ghana n'a de sens que si elle est liée à la libération totale de l'Afrique ».

Un an plus tard, la Guinée de Sékou Touré offre un autre exemple particulièrement significatif. Le 28 septembre 1958, lors du référendum organisé par la France du général de Gaulle, les Guinéens rejettent la Constitution de la V^e République et, avec elle, le projet de « Communauté française » qui devait maintenir les colonies africaines dans un cadre institutionnel dominé par Paris. Sékou Touré, dirigeant du Parti démocratique de Guinée (PDG), refuse une indépendance limitée à l'autonomie interne et affirme le droit de son peuple à une souveraineté pleine et entière. La Guinée proclame son indépendance le 2 octobre 1958.

Cette rupture est immédiatement sanctionnée par la France. Au moment du départ de l'administration coloniale, les autorités françaises retirent ou emportent une partie importante des équipements et des moyens matériels dont disposait la colonie, allant jusqu'à rendre inutilisables certains bâtiments et installations. La Guinée se retrouve ainsi confrontée, dès sa naissance, aux conséquences économiques et administratives de son choix politique.

Sékou Touré inscrit néanmoins la Guinée dans le mouvement de lutte contre le colonialisme et dans le non-alignement. Comme Nkrumah, il considère que l'indépendance politique n'a de sens que si elle ouvre la voie à une véritable autonomie économique et à une coopération entre les peuples africains. La Guinée apporte notamment son soutien aux mouvements de libération engagés contre la domination coloniale notamment dans les colonies portugaises et devient un lieu d'accueil pour plusieurs militants et organisations anticolonialistes.

Les trajectoires du Ghana et de la Guinée présentent donc des différences, mais elles expriment une même aspiration : transformer l'indépendance juridique en émancipation réelle. C'est précisément cette perspective qui inquiète les anciennes puissances coloniales et, plus largement, les États-Unis, qui cherchent à préserver un ordre économique international favorable aux puissances occidentales.

Ces prises de position résument l'ambition qui anime une partie importante des dirigeants africains de l'époque. L'indépendance ne doit pas conduire à la fragmentation du continent en États faibles et dépendants, mais à la construction d'une solidarité politique, économique et culturelle capable de résister aux anciennes puissances coloniales et aux nouvelles formes de domination.

Nkrumah devient rapidement la figure la plus influente de ce courant panafricaniste. Il accueille à Accra des conférences réunissant dirigeants africains, militants anticoloniaux et représentants des mouvements de libération encore engagés contre la domination portugaise, britannique ou française.

À Washington, cette évolution suscite une opposition croissante. Les États-Unis ont officiellement soutenu le principe de la décolonisation,

notamment pour affaiblir les vieux empires européens. Mais ils ne souhaitent pas voir émerger des gouvernements capables de remettre en cause l'ordre économique international dominé par les grandes puissances capitalistes et impérialistes. Le problème n'est pas seulement idéologique. Le Ghana contrôle d'importantes exportations de cacao, tandis que d'autres pays africains disposent de ressources stratégiques essentielles à l'industrie occidentale : cuivre, cobalt, uranium, manganèse, chrome ou pétrole.

L'administration Eisenhower espère d'abord maintenir de bonnes relations avec Nkrumah. Celui-ci effectue une visite officielle aux États-Unis en 1958 et bénéficie d'une certaine sympathie dans l'opinion américaine.

Toutefois, ses prises de position en faveur du non-alignement, son rapprochement avec l'Égypte de Nasser, la Chine populaire et l'Union soviétique, ainsi que son soutien aux mouvements révolutionnaires africains alimentent l'animosité de Washington.

La détérioration des relations s'accélère au début des années 1960. Le Ghana rencontre des difficultés économiques croissantes, tandis que l'opposition intérieure se renforce. En février 1966, alors que Nkrumah se trouve en voyage en Chine et au Viêt Nam du Nord, un coup d'État militaire le renverse. Des archives déclassifiées révèlent que la CIA connaissait les plans des putschistes et entretenait des contacts étroits avec les opposants au régime, tandis que de hauts responsables américains souhaitaient le renversement de Nkrumah par des forces pro-occidentales. Pour de nombreux dirigeants africains, la chute de Nkrumah apparaît comme un avertissement : les projets d'autonomie continentale se heurtent à l'hostilité des grandes puissances occidentales.

L'épisode ghanéen ne constitue cependant qu'un complément à une crise beaucoup plus grave : celle du Congo.

Le Congo belge obtient son indépendance grâce à de grandes mobilisations populaires le 30 juin 1960. Son immense territoire renferme certaines des ressources minières les plus importantes du monde, notamment le cuivre et le cobalt du Katanga, ainsi que l'uranium de Shinkolobwe, qui avait servi à la fabrication des bombes atomiques américaines pendant la Seconde Guerre mondiale. Le nouveau Premier ministre, Patrice Lumumba, incarne l'espoir d'une indépendance véritablement souveraine.

Lors de la cérémonie officielle à Léopoldville, en présence du roi Baudouin, Lumumba prononce un discours qui rompt avec la rhétorique de gratitude attendue par les autorités belges. Il dénonce les humiliations de la colonisation et affirme la volonté du peuple congolais de contrôler son propre destin. Ce discours provoque immédiatement une vive opposition à Bruxelles et à Washington.

Quelques jours après l'indépendance, l'armée congolaise se mutine, tandis que la province du Katanga, dirigée par Moïse Tshombe et soutenue par les intérêts miniers belges, fait sécession. Lumumba demande l'aide de l'ONU pour préserver l'unité du pays. Devant l'insuffisance de cette aide, il se tourne vers l'Union soviétique pour obtenir un soutien logistique.

Les documents déclassifiés montrent que l'administration Eisenhower considère alors Lumumba comme une menace sérieuse pour les intérêts occidentaux en Afrique centrale. La CIA reçoit pour mission de l'écarter du pouvoir. Plusieurs projets d'assassinat sont envisagés.

En septembre 1960, le président Joseph Kasa-Vubu annonce sa révocation, tandis que le colonel Joseph-Désiré Mobutu prend le contrôle de l'armée avec le soutien des États-Unis et de la Belgique.

Arrêté, transféré au Katanga puis remis aux autorités sécessionnistes, Lumumba est exécuté le 17 janvier 1961. [1]

Pendant longtemps, les gouvernements belge et américain ont minimisé leur responsabilité dans cet assassinat. Les enquêtes parlementaires belges et américaines, ainsi que les travaux de nombreux historiens, ont depuis établi l'implication des autorités belges et le rôle central joué par la CIA dans les efforts visant à éliminer politiquement Lumumba.

L'impact de cet événement dépasse largement le Congo. Pour une grande partie de l'opinion africaine et du mouvement des non-alignés, l'assassinat de Lumumba devient le symbole de l'intervention des puissances occidentales contre les dirigeants qui cherchent à contrôler les richesses de leur pays et à mener une politique indépendante.

Au même moment, d'autres expériences de souveraineté africaine suscitent également la méfiance américaine.

Au Mali, Modibo Keita entreprend une politique de planification économique, développe les entreprises publiques et cherche à réduire la dépendance vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale française. En Tanzanie, Julius Nyerere élabore le projet de l'Ujamaa, une forme de socialisme africain fondée sur les communautés rurales, tout en soutenant activement les mouvements de libération d'Afrique australe. En Algérie, Ahmed Ben Bella transforme Alger en capitale du tiers-monde révolutionnaire, accueillant militants anticoloniaux et révolutionnaires, Che Guevara et des représentants du FLN vietnamien, du MPLA angolais, du PAIGC bissau-guinéen [2] ou encore de l'ANC sud-africain.

Dans tous les cas, les responsables américains agissent pour combattre par tous les moyens la constitution d'un réseau transnational de solidarité tricontinental (Afrique-Asie-Amérique latine) anti impérialiste et révolutionnaire.

Une des cibles est la figure de Mehdi Ben Barka. Opposant marocain, ancien président de l'Assemblée nationale, Ben Barka devient l'un des principaux organisateurs de la Conférence tricontinentale prévue à La Havane en 1966. Son projet vise à rapprocher les mouvements révolutionnaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine dans une perspective anti-impérialiste globale. Son enlèvement à Paris en octobre 1965, dans une opération impliquant les services de sécurité marocains et français, provoque de fortes réactions internationales. Il existe des éléments sérieux établissant que les services américains étaient informés de l'opération contre Mehdi Ben Barka et avaient infiltré les services de sécurité marocains.

À la suite de demandes formulées dans le cadre de la législation américaine sur l'accès aux documents administratifs (FOIA), la CIA a reconnu en 1976 détenir plus de 1 800 documents relatifs à Ben Barka et à son affaire.

À la fin des années 1960, le bilan est déjà lourd pour le courant panafricaniste radical. Lumumba a été assassiné, Nkrumah renversé, Ben Bella écarté du pouvoir par le coup d'État de Boumediène, Nasser a perdu la guerre des six jours lancée par Israël en 1967 tandis que plusieurs autres dirigeants sont confrontés à des pressions économiques, diplomatiques ou militaires. L'Organisation de l'unité africaine, créée en 1963, survit, mais ses ambitions fédéralistes sont considérablement réduites.

Pour Washington, cette période constitue un succès stratégique important. Les États-Unis sont parvenus à empêcher la formation d'un bloc panafricain capable de mener une politique économique coordonnée et de remettre en cause l'accès occidental aux ressources du continent. Mais cette victoire ouvre une nouvelle phase : celle du soutien à des régimes alliés chargés d'assurer la stabilité de l'ordre régional pendant la guerre froide.

Après avoir contribué à écarter ou éliminer plusieurs dirigeants panafricanistes, Washington s'attache à consolider un ordre régional reposant sur des alliés considérés comme fiables. Dans le même temps, les mouvements de libération d'Afrique australe deviennent l'un des principaux théâtres de la guerre froide sur le continent.

II. De Mobutu à l'Afrique du Sud raciste : consolider un ordre régional favorable aux intérêts de Washington

(1965-1991)

L'objectif de Washington n'est désormais plus seulement d'empêcher l'émergence de gouvernements jugés hostiles, mais de consolider un environnement politique stable garantissant la défense des intérêts occidentaux dans une région où se concentrent d'importantes ressources minières et énergétiques.

Cette stratégie conduit les États-Unis à soutenir plusieurs régimes autoritaires présentés comme des remparts contre le communisme. Le cas le plus emblématique est celui du Congo, devenu Zaïre en 1971.

Après son premier coup d'État de septembre 1960, puis sa prise définitive du pouvoir en novembre 1965, le général Joseph-Désiré Mobutu s'impose progressivement comme l'un des principaux alliés africains de Washington. Son régime reçoit pendant près de trois décennies une aide militaire, financière et diplomatique considérable des États-Unis, auxquels s'ajoutent la Belgique et, plus tard, la France. Malgré une corruption systémique, une répression sévère de l'opposition et le détournement d'une partie importante des revenus miniers, Mobutu bénéficie d'un soutien constant des administrations américaines successives.

Ce soutien ne s'explique pas seulement par l'anticommunisme affiché du dirigeant zaïrois. Le Zaïre occupe une position géographique centrale en Afrique et possède des ressources stratégiques de première importance. Le cuivre et le cobalt du Katanga sont indispensables à plusieurs industries occidentales, tandis que le pays constitue une base logistique essentielle pour les opérations menées contre les mouvements de libération d'Afrique australe. Pour Washington, la stabilité du régime de Mobutu apparaît comme une condition de la préservation de l'équilibre régional.

Au fil des années, Mobutu transforme l'État en un système de clientélisme où les ressources publiques alimentent un enrichissement personnel considérable. Alors que la dette extérieure augmente et que les infrastructures se dégradent, le président zaïrois accumule une fortune privée estimée à plusieurs milliards de dollars. La Banque mondiale et le FMI continuent pourtant de soutenir son gouvernement pendant une grande partie de la guerre froide, illustrant la primauté des considérations géopolitiques sur les exigences de bonne gouvernance souvent invoquées dans d'autres contextes.

Le soutien de Washington à Mobutu s'inscrit dans une stratégie plus large de défense de l'ordre capitaliste et impérialiste en Afrique que ce soit sous la forme coloniale ou néocoloniale.

La complicité de Washington avec le Portugal colonialiste et l'Afrique du Sud de l'apartheid

C'est démontré par son soutien au Portugal qui a refusé obstinément d'accorder l'indépendance à ses colonies africaines. Sous António de Oliveira Salazar, puis Marcelo Caetano, Lisbonne mène de longues guerres coloniales en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau afin de préserver ce qu'elle considère comme des provinces d'outre-mer. Les États-Unis protègent leur allié portugais. Le Portugal occupe en effet une place stratégique au sein de l'OTAN et les États-Unis accordent une importance particulière au maintien de leurs installations militaires dans l'archipel des Açores, essentiel pour les liaisons aériennes et navales entre l'Amérique du Nord, l'Europe et le Moyen-Orient. Cette priorité stratégique conduit Washington à accepter, dans les faits, la prolongation des guerres coloniales portugaises jusqu'à la Révolution des Œillets de 1974.

La complicité de Washington avec le Portugal colonialiste et l'Afrique du Sud de l'apartheid est illustrée également par le refus de la Banque mondiale dominée par les États-Unis d'appliquer les sanctions décrétées par l'ONU contre le régime de Lisbonne et celui de Pretoria [3]. Il faut aussi souligner l'appui financier du FMI à l'Afrique du Sud dans les années 1970 [4].

En effet, au même moment, l'Afrique du Sud occupe une place tout aussi importante dans les calculs stratégiques américains. Depuis l'arrivée au pouvoir du Parti national en 1948, le régime d'apartheid impose une ségrégation raciale institutionnalisée qui suscite une condamnation croissante sur la scène internationale. Les administrations américaines dénoncent officiellement cette politique, notamment dans les enceintes des Nations unies. Mais cette condamnation reste longtemps limitée dans ses conséquences pratiques.

Les considérations géopolitiques et économiques pèsent lourdement dans cette attitude. L'Afrique du Sud dispose d'importantes réserves d'or, de platine, de chrome, de manganèse et d'autres minerais indispensables à l'industrie occidentale. Elle contrôle également le cap de Bonne-Espérance, route maritime essentielle lorsque le canal de Suez est fermé. Surtout, Pretoria apparaît à Washington comme un partenaire majeur dans la lutte contre les mouvements soutenus par l'Union soviétique et Cuba en Afrique australe.

Cette convergence devient particulièrement visible sous les administrations de Richard Nixon et de Ronald Reagan. À partir du début des années 1980, la politique dite de constructive engagement, défendue par le secrétaire d'État adjoint Chester Crocker, privilégie le dialogue avec Pretoria plutôt que des sanctions économiques susceptibles, selon Washington, de renforcer les mouvements révolutionnaires. Cette orientation suscite de vives critiques tant au sein du Congrès américain que dans le mouvement international de lutte contre l'apartheid. En 1986, le Congrès adopte finalement le *Comprehensive Anti-Apartheid Act*, imposant des sanctions contre l'Afrique du Sud malgré le veto du président Reagan.

Le Libéria constitue un autre exemple révélateur du soutien apporté par Washington à un régime autoritaire pendant la Guerre froide. Le 12 avril 1980, le sergent-chef Samuel K. Doe renversa et assassina le président William Tolbert lors d'un coup d'État militaire. Washington a considéré le régime de Doe comme un allié anticommuniste de premier plan en Afrique de l'Ouest. L'administration Reagan a considérablement renforcé cette relation. En 1981, les États-Unis ont envoyé 100 Bérêts verts et un destroyer au Libéria pour manifester leur soutien au gouvernement militaire de Doe, tandis que l'aide économique et militaire américaine a considérablement augmenté au cours de la première moitié des années 1980.

C'est cependant en Angola que les contradictions de la politique américaine apparaissent avec le plus de netteté.

Lorsque le Portugal se retire en 1975, trois mouvements revendiquent le pouvoir : le MPLA, le FNLA et l'UNITA. Très rapidement, la guerre civile angolaise devient un conflit international. Le MPLA reçoit l'appui de Cuba et de l'Union soviétique, tandis que le FNLA puis surtout l'UNITA de Jonas Savimbi bénéficient d'un soutien des États-Unis, du Zaïre de Mobutu et de l'Afrique du Sud.

L'administration Ford autorise dès 1975 une vaste opération clandestine de la CIA, connue sous le nom d'IA Feature [5], destinée à empêcher la victoire du MPLA. Malgré cette intervention, l'envoi de plusieurs dizaines de milliers de soldats cubains permet au gouvernement angolais de conserver Luanda et d'assurer sa survie.

Au cours des années suivantes, l'UNITA demeure l'un des principaux bénéficiaires de l'aide américaine en Afrique. L'administration Reagan accroît encore ce soutien dans le cadre de la « doctrine Reagan », qui vise à soutenir les mouvements armés combattant des gouvernements alliés de Moscou. Jonas Savimbi est reçu à Washington comme un chef de la résistance anticommuniste, tandis que les opérations militaires sud-africaines se poursuivent sur le territoire angolais.

La solidarité internationaliste de Cuba

Pour Cuba, au contraire, l'intervention en Angola répond à une logique profondément différente. Fidel Castro considère l'engagement cubain comme un acte de solidarité internationaliste envers les mouvements de libération africains. Entre 1975 et 1991, près de 400 000 soldats cubains servent successivement en Angola. Leur présence contribue à empêcher l'effondrement du MPLA face aux offensives de l'UNITA et de l'armée sud-africaine.

L'affrontement atteint son point culminant lors de la bataille de Cuito Cuanavale, entre 1987 et 1988 remportée par les Cubains et leurs alliés ce qui modifie profondément les rapports de force régionaux [6]. Les accords qui suivent conduisent au retrait progressif des troupes cubaines, mais aussi à l'indépendance de la Namibie et au retrait des forces sud-africaines de ce territoire.

Nelson Mandela soulignera à plusieurs reprises que la résistance angolaise et l'intervention cubaine ont joué un rôle décisif dans l'affaiblissement du régime d'apartheid. Selon lui, la défaite militaire sud-africaine en Angola a contribué à rendre inévitable l'ouverture des négociations qui aboutiront quelques années plus tard à la libération des prisonniers politiques et à la fin de la ségrégation institutionnalisée.

Nelson Mandela a souligné que l'aide apportée par Cuba a joué un rôle décisif dans l'affaiblissement du régime d'apartheid

Alors même que ces bouleversements transforment l'Afrique australe, une nouvelle génération de dirigeants africains tente de relancer le projet d'une souveraineté économique du continent. Parmi eux, Thomas Sankara occupe une place singulière.

Arrivé au pouvoir au Burkina Faso en août 1983, Sankara entreprend de profondes réformes sociales, agraires et administratives. Il encourage l'autosuffisance alimentaire, lutte contre la corruption, mène une politique ambitieuse en faveur de l'émancipation des femmes et critique ouvertement les mécanismes de dépendance financière qui lient les États africains aux créanciers du Nord.

Thomas Sankara, la dette et la remise en cause de l'ordre économique international

Au cœur de cette contestation figure la question de la dette extérieure.

Pour Sankara, la question de la dette ne constitue pas seulement un problème financier. Elle représente un instrument politique qui limite la souveraineté des États africains. Selon lui, accepter indéfiniment le remboursement de dettes contractées dans des conditions souvent imposées par les anciennes puissances coloniales revient à maintenir une forme de dépendance après la fin officielle de la colonisation.

C'est le sens de son célèbre discours prononcé le 29 juillet 1987 devant l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba [7]. Devant les dirigeants africains réunis dans la capitale éthiopienne, Sankara appelle à une action collective du continent contre le système de la dette. Il affirme notamment que si le Burkina Faso était le seul pays à refuser le paiement, il serait isolé et menacé, mais que si l'ensemble des États africains agissaient ensemble, ils pourraient contraindre les créanciers à revoir leurs exigences.

Dans ce discours, Sankara associe directement la question de la dette à celle du développement et de la souveraineté, il déclare :

« La dette ne peut pas être remboursée, parce que si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Mais si nous payons, c'est nous qui allons mourir. »

Thomas Sankara associe directement la question de la dette à celle du développement et de la souveraineté

Au-delà de la formule, son intervention défend une conception globale du développement : lutte contre la pauvreté, souveraineté alimentaire, investissement dans les services publics, émancipation des femmes et refus des politiques imposées de l'extérieur. Quelques semaines plus tard, le 15 octobre 1987, Sankara est assassiné lors du coup d'État qui porte Blaise Compaoré au pouvoir.

Les circonstances exactes de son assassinat continuent de faire l'objet de débats, mais les responsabilités principales des acteurs burkinabè impliqués dans le coup d'État sont désormais largement établies. L'implication directe des États-Unis n'est pas démontrée, contrairement au cas de Lumumba ou à certaines opérations de la CIA en Afrique centrale et australe. Toutefois, la disparition de Sankara intervient au moment où son discours sur la dette et sa volonté de rompre avec les politiques d'ajustement structurel contestent directement l'ordre économique international défendu par les institutions financières dominées par les puissances occidentales.

L'expérience sankariste constitue ainsi l'un des derniers grands épisodes de la période de la guerre froide où un dirigeant africain tente de combiner souveraineté politique, transformation sociale et remise en cause des mécanismes économiques hérités de la domination coloniale.

Le Maroc : soutien à la monarchie et appui aux revendications sur le Sahara occidental

Depuis l'indépendance du Maroc en 1956, les États-Unis entretiennent une relation privilégiée avec la monarchie alaouite. Durant la guerre froide, Washington considère le royaume comme un allié stable face aux mouvements nationalistes radicaux, socialistes ou révolutionnaires qui contestent l'ordre régional dominé par les puissances occidentales.

Sous Hassan II, malgré un régime autoritaire marqué par une forte répression politique durant les « années de plomb », la monarchie marocaine bénéficie d'un soutien politique et militaire américain. La défense des intérêts stratégiques des États-Unis l'emporte une nouvelle fois sur les principes démocratiques affichés.

Cette proximité apparaît également dans la question du Sahara occidental. Après le retrait espagnol en 1975 et l'organisation de la « Marche verte », le Maroc prend le contrôle d'une grande partie du territoire, provoquant un conflit avec le Front Polisario soutenu par l'Algérie. Pendant la guerre du Sahara occidental, Washington apporte un soutien politique et militaire important à Rabat, considérant le Maroc comme un partenaire stratégique dans la lutte contre l'influence soviétique en Afrique du Nord.

En décembre 2020, l'administration Trump franchit une étape supplémentaire en reconnaissant officiellement la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental dans le cadre des accords d'Abraham. Cette décision constitue un alignement direct sur les revendications de Rabat et rompt avec la position internationale fondée sur l'organisation d'un processus d'autodétermination sous l'égide de l'ONU.

Le cas marocain confirme une constante de la politique américaine en Afrique : les États-Unis ont régulièrement privilégié des monarchies et des régimes autoritaires considérés comme des partenaires fiables au détriment des mouvements populaires, des revendications démocratiques et des principes d'autodétermination.

III. De la « guerre contre le terrorisme » à la rivalité avec la Chine : les nouvelles formes de la stratégie de Washington en Afrique (1991-2026)

1. Après la guerre froide : l'Afrique dans la stratégie américaine entre marginalisation et interventions militaires

La fin de la guerre froide bouleverse profondément la place de l'Afrique dans la politique étrangère américaine. Pendant plusieurs décennies, le

continent avait été considéré principalement à travers le prisme de la rivalité avec l'Union soviétique. La disparition de celle-ci en 1991 semble réduire son importance stratégique pour Washington. Certains responsables américains considèrent même que l'Afrique devient une préoccupation secondaire dans un monde désormais dominé par la victoire américaine et l'émergence d'un « moment unipolaire ».

Cette période n'a toutefois pas signifié un retrait des États-Unis. Ces derniers sont restés profondément impliqués dans les affaires africaines, mais les moyens d'intervention ont évolué. Le soutien direct aux régimes alliés — une caractéristique majeure de leur stratégie pendant la Guerre froide — a progressivement cédé partiellement la place à des formes d'influence plus diffuses : conditionnalité de l'aide, levier de la dette et des ressources financières, pressions diplomatiques et, après le 11 septembre, une présence militaire croissante et des opérations menées au nom de la lutte contre le terrorisme.

L'intervention américaine en Somalie en 1992-1993 a constitué l'un des premiers exemples de cette nouvelle phase. Initialement présentée comme une opération humanitaire visant à faciliter l'acheminement de l'aide alimentaire, elle s'est transformée en une intervention militaire contre les milices locales. La bataille de Mogadiscio en octobre 1993, au cours de laquelle 18 soldats américains ont été tués, a conduit l'administration Clinton à réduire considérablement son implication directe. Le traumatisme somalien a eu une influence durable sur la politique américaine en Afrique : Washington a par la suite mis davantage l'accent sur des formes indirectes d'intervention, notamment le recours aux forces spéciales, la formation et l'armement des forces de sécurité africaines, les partenariats en matière de sécurité et, de plus en plus, les programmes destinés à façonner les environnements politiques africains.

Les années 1990 sont également marquées par le génocide au Rwanda en 1994 et par les guerres qui ravagent ensuite la région des Grands Lacs. La prudence américaine lors du génocide rwandais, après l'expérience somalienne, sera largement critiquée. Dans le même temps, Washington cherche à renforcer ses relations avec certains États africains considérés comme des partenaires fiables, notamment l'Égypte, le Maroc, l'Ouganda, le Rwanda ou l'Éthiopie.

Le cas du Soudan : de l'hostilité envers le régime de Béchir à une coopération pragmatique, puis à l'appui prudent à la transition démocratique

Le Soudan illustre également les contradictions de la politique américaine en Afrique. Après son arrivée au pouvoir par un coup d'État en 1989, Omar el-Béchir instaure un régime autoritaire fondé sur la domination de l'armée, l'islamisme politique et une répression massive des opposants. Pendant les années 1990, le gouvernement soudanais entretient des relations étroites avec des mouvements islamistes internationaux, notamment avec Oussama ben Laden, qui séjourne au Soudan entre 1992 et 1996.

Dans les années 1990, Washington durcit sa politique envers Khartoum : les États-Unis inscrivent le Soudan sur la liste des États soutenant le terrorisme en 1993 et imposent de vastes sanctions économiques au régime en 1997. Après les attentats de 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, la confrontation avec Washington s'accroît encore.

Cependant, la politique américaine envers le Soudan évolue au début des années 2000. Face aux guerres civiles qui ravagent le pays et notamment au conflit du Darfour à partir de 2003, Washington condamne officiellement les crimes commis par les forces gouvernementales et leurs milices alliées. Mais, parallèlement, les administrations américaines cherchent à préserver un dialogue avec Khartoum afin de favoriser la stabilité régionale, la lutte contre le terrorisme et le processus qui aboutit à l'indépendance du Soudan du Sud en 2011.

2. Le tournant sécuritaire : création d'AFRICOM et la militarisation de l'intervention des États-Unis en Afrique

Les attentats du 11 septembre 2001 ont conféré à l'Afrique une nouvelle place dans les préoccupations stratégiques des États-Unis, mais ce changement avait commencé plusieurs années auparavant. Les attentats à la bombe contre les ambassades américaines de Nairobi, au Kenya, et de Dar es Salaam, en Tanzanie, le 7 août 1998, ont marqué un tournant important. Ces attentats, perpétrés par Al-Qaïda, ont fait 224 morts et plus de 4 500 blessés. Bien que les ambassades américaines aient été les cibles, la grande majorité des victimes étaient des Kenyans et des Tanzaniens : seules 12 d'entre elles étaient américaines. Ces attentats ont démontré que l'Afrique n'était pas simplement un théâtre périphérique du conflit djihadiste transnational naissant, mais aussi un lieu où les populations locales étaient directement exposées à sa violence. Elles ont entraîné un renforcement substantiel de la coopération antiterroriste des États-Unis avec les gouvernements d'Afrique de l'Est et ont contribué à préparer le terrain pour le changement beaucoup plus large en matière de sécurité qui a suivi le 11 septembre 2001.

Les attentats du 11 septembre ont en effet intégré l'Afrique dans la « guerre mondiale contre le terrorisme » menée par les États-Unis. Les groupes armés islamistes présents en Somalie, au Sahel, dans le bassin du lac Tchad et dans d'autres régions d'Afrique de l'Est sont devenus des cibles de plus en plus importantes.

Cette évolution a conduit à la création, en 2007, du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), devenu pleinement opérationnel en 2008. Pour la première fois, l'ensemble du continent africain — à l'exception de l'Égypte, qui relève du Commandement du Moyen-Orient — est passé sous la responsabilité d'un commandement militaire américain spécifique.

AFRICOM : une structure militaire US pour le continent africain

La création de l'AFRICOM illustre une transformation majeure. Pendant la Guerre froide, l'Afrique était principalement gérée depuis Washington par le biais d'alliances politiques, d'une aide militaire et d'opérations secrètes. Elle était désormais intégrée dans une structure militaire permanente. L'AFRICOM a mis en place des programmes de formation pour les forces armées africaines, des exercices militaires conjoints, des opérations de renseignement, des missions des forces spéciales, ainsi que des capacités de surveillance aérienne et de drones.

La base américaine de Camp Lemonnier, à Djibouti, est devenue l'un des principaux centres militaires américains en Afrique. Située à proximité de la mer Rouge et du golfe d'Aden, elle constitue une plate-forme stratégique pour la surveillance et les opérations militaires en Afrique de l'Est, au Moyen-Orient et le long des principales voies maritimes.

La politique américaine au Sahel est devenue un autre volet majeur de cette stratégie. À la suite de l'intervention française au Mali en 2013 contre les groupes armés djihadistes, les États-Unis ont fourni un soutien logistique ainsi que des capacités de renseignement et de surveillance. La construction de la base de drones d'Agadez au Niger a illustré l'implication croissante des États-Unis dans la région.

Cependant, cette militarisation a donné des résultats mitigés. Malgré deux décennies d'opérations internationales, les groupes armés continuent de gagner du terrain dans plusieurs régions. Les coups d'État au Mali (2020 et 2021), au Burkina Faso (2022) et au Niger (2023) témoignent d'une crise profonde de la stratégie occidentale au Sahel. Les nouvelles autorités militaires ont dénoncé la présence française et, dans certains cas, ont cherché à nouer de nouveaux partenariats, notamment avec la Russie. Au Niger, la crise a mis en évidence de manière particulièrement claire les limites de cette stratégie. À la suite du coup d'État de juillet 2023, les nouvelles autorités militaires ont exigé le départ des forces françaises et américaines. Washington a finalement été contraint de retirer ses troupes de Niamey et, en août 2024, de sa principale base de drones à Agadez.

3. Obama, Trump et Biden : entre discours de partenariat et retour de la compétition des grandes puissances

L'administration Obama tente de modifier l'image de la politique américaine en Afrique. Le président américain insiste davantage sur le développement économique, la gouvernance et les partenariats avec les sociétés civiles.

Cette nouvelle approche ne signifie cependant pas un abandon des priorités stratégiques. Sous Obama, AFRICOM poursuit ses opérations et l'administration américaine continue de considérer la stabilité sécuritaire comme une condition préalable au développement économique.

La présidence Trump (2017-2021) introduit une tonalité différente. Le continent africain occupe une place moins importante dans la communication présidentielle, mais la stratégie américaine commence à être davantage structurée autour de la compétition avec la Chine.

La publication en 2018 de la stratégie américaine pour l'Afrique par le conseiller à la sécurité nationale John Bolton affirme explicitement que Washington veut empêcher Pékin et Moscou d'utiliser leurs investissements économiques et militaires pour accroître leur influence.

Cette évolution devient encore plus claire sous Joe Biden. Face à l'expansion chinoise en Afrique, notamment dans le cadre des Nouvelles Routes de la soie, Washington cherche à proposer une alternative. Le sommet États-Unis-Afrique organisé à Washington en décembre 2022 marque cette volonté de réengagement. L'administration Biden insiste sur : les investissements privés ; les infrastructures ; les chaînes d'approvisionnement et les minerais critiques nécessaires aux technologies vertes et numériques. Cette nouvelle orientation apparaît clairement avec le corridor de Lobito.

4. Le corridor de Lobito : les minerais africains au centre de la rivalité sino-américaine

Le projet du corridor de Lobito constitue probablement l'exemple le plus symbolique de la nouvelle politique américaine en Afrique.

Cette infrastructure ferroviaire relie les régions minières du sud de la République démocratique du Congo et de la Zambie au port angolais de Lobito sur l'océan Atlantique. Son objectif est de faciliter l'exportation de minerais stratégiques, notamment le cuivre et le cobalt.

Ces ressources sont devenues essentielles pour les industries du XXI^e siècle : batteries électriques ; véhicules électriques ; technologies numériques ; infrastructures énergétiques.

Or la Chine occupe une position dominante dans plusieurs segments de ces chaînes de valeur. Des entreprises chinoises contrôlent une part importante de l'extraction et surtout de la transformation du cobalt congolais. Pour Washington, soutenir Lobito répond donc à un double objectif : offrir une alternative aux infrastructures chinoises et sécuriser l'accès occidental aux minerais indispensables à la transition énergétique.

Le projet est présenté officiellement comme un partenariat gagnant-gagnant avec les pays africains concernés. Mais il illustre également la nouvelle logique de compétition géopolitique : les infrastructures deviennent des instruments d'influence, comme les bases militaires l'étaient durant la guerre froide.

5. Trump II et la National Security Strategy 2025 : rivalité avec la Chine, contrôle des ressources et externalisation des frontières occidentales en Afrique

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en 2025 fait de l'Afrique un théâtre explicite de la confrontation entre les États-Unis et la Chine : Washington cherche à freiner l'influence de Pékin, à s'assurer l'accès aux ressources stratégiques de l'Afrique et à empêcher la Chine de consolider sa position économique et géopolitique sur le continent.

Cette évolution explique l'intérêt accru de Washington pour les minerais de la RDC, le cuivre zambien, le corridor de Lobito et les partenariats avec certains États africains producteurs de ressources stratégiques. Elle explique également l'importance croissante accordée aux relations avec le Rwanda et la République démocratique du Congo.

Les accords entre Kigali et Kinshasa, soutenus par Washington, sont présentés comme visant à réduire les tensions dans l'est de la RDC et à promouvoir la stabilité régionale. Cependant, ils s'inscrivent en réalité dans un contexte plus large où les États-Unis cherchent à s'assurer l'accès à des ressources minérales stratégiques, notamment le coltan, le cobalt et les minerais nécessaires aux nouvelles technologies.

Trump a également introduit une nouvelle dimension dans la pression exercée par les États-Unis sur les gouvernements africains : les persuader d'accepter les migrants expulsés des États-Unis, y compris des personnes qui ne sont pas ressortissantes des pays qui les accueillent. À l'image de ce que font les gouvernements des pays d'Europe occidentale, l'administration Trump a de plus en plus souvent recouru à ce qu'on appelle les « expulsions vers des pays tiers », en cherchant à conclure des accords avec des gouvernements africains pour qu'ils accueillent les personnes que Washington souhaite expulser du territoire américain. Le Rwanda a accepté d'accueillir des personnes expulsées en échange d'un soutien financier américain, tandis que l'Eswatini a également accepté d'accueillir des personnes expulsées des États-Unis. D'autres gouvernements africains, notamment le Soudan du Sud et l'Ouganda, ont été entraînés dans des discussions portant sur des accords similaires.

Washington, comme les États européens expulsent vers l'Afrique des migrant-es ou des personnes demandeuses d'asile

Ces accords illustrent une transformation plus large des relations entre Washington et les gouvernements africains. Les États-Unis cherchent de plus en plus à externaliser les coûts humains et politiques de leur politique migratoire en transférant la responsabilité des personnes expulsées vers des pays plus pauvres, parfois en échange d'une aide financière ou d'autres avantages.

Dans certains cas, les personnes expulsées n'ont aucun lien antérieur avec le pays africain qui les accueille. Cela étend à la politique migratoire la logique déjà perceptible dans la coopération en matière de sécurité : les États africains sont de plus en plus appelés à remplir des fonctions servant les intérêts stratégiques américains au-delà de leurs propres frontières.

Il ne faut pas perdre de vue que la Maison blanche renforce l'utilisation de la Banque mondiale et du FMI pour consolider son influence en Afrique tout en approfondissant les politiques néolibérales déjà largement appliquées depuis les années 1980.

6. L'Afrique du Sud : nouveau point de tension avec Washington

La relation avec l'Afrique du Sud illustre enfin une transformation majeure.

Pendant la guerre froide, Pretoria était considérée par Washington comme un partenaire stratégique anticommuniste. Aujourd'hui, le pays est devenu un acteur du Sud global, membre des BRICS et partenaire économique important de la Chine.

La politique étrangère sud-africaine, notamment sa proximité avec Pékin et Moscou, son rôle dans les BRICS et son action devant la Cour internationale de Justice concernant Gaza, provoquent de fortes tensions avec Washington.

Sous la seconde administration Trump, ces tensions s'accroissent. Donald Trump accuse le gouvernement sud-africain de mener des politiques

hostiles aux intérêts des Afrikaners et menace d'utiliser des instruments économiques contre Pretoria. Elon Musk, originaire d'Afrique du Sud, intervient également publiquement dans ces débats en relayant les attaques contre le gouvernement sud-africain.

Face à l'agressivité verbale de Trump et à son chantage aux sanctions douanières, le gouvernement sud-africain a tendance à faire des concessions que l'occupant de la Maison blanche considère néanmoins comme insuffisantes.

Conclusion

Les opérations clandestines et le soutien à des régimes autoritaires ou dictatoriaux considérés comme favorables aux intérêts de Washington se poursuivent

Depuis la fin de la guerre froide, les instruments de la puissance des États-Unis en Afrique ont changé, mais ses objectifs fondamentaux demeurent. Les opérations clandestines et le soutien à des régimes autoritaires ou dictatoriaux considérés comme favorables aux intérêts de Washington se poursuivent ; la présence militaire américaine s'est consolidée et de nouveaux partenariats sécuritaires ont été mis en place. Face à l'influence croissante de la Chine, Washington cherche désormais à reconquérir une partie du terrain économique et stratégique perdu sur le continent.

Pour garantir son accès aux ressources essentielles et préserver ses intérêts géopolitiques, Washington entend également empêcher toute résurgence d'un panafricanisme progressiste susceptible de remettre en cause cette domination.

Les différentes puissances qui interviennent en Afrique ont intérêt à ce que les conflits s'y produisent afin d'affaiblir la capacité de résistance et d'unité des peuples.

Si les peuples africains veulent conquérir les conditions d'un développement véritablement souverain, garantissant la réalisation des droits humains et respectueux de la Nature, ils devront s'opposer aux prétentions de Washington comme à celles des autres grandes puissances, qu'elles soient occidentales ou orientales. Il s'agit de rompre avec la logique de la soumission, de la dépendance et de l'accommodement avec des puissances qui continuent de considérer l'Afrique avant tout comme un espace de rivalité géopolitique et comme une réserve de matières premières, extraites par une main-d'œuvre sous-payée, au prix de conséquences humaines, sociales et écologiques catastrophiques.

La véritable alternative passe par la reconquête de la souveraineté des peuples africains sur leurs ressources, leurs choix politiques et leur avenir.

Éric Toussaint

L'auteur remercie Sushovan Dhar, Christian Dubucq et David Otieno pour leur relecture et leurs conseils.

Image en vedette : Via CADTM. Kwame Nkrumah et d'autres figures indépendantistes s'adressant à la foule lors de la proclamation de l'indépendance du Ghana en mars 1957, photo appartenant au domaine public. Source : service d'information du gouvernement du Ghana (Ghana Information Services)

Notes :

[1] Éric Toussaint, « En mémoire de Patrice Lumumba assassiné le 17 janvier 1961 », CADTM, publié le 17 janvier 2026, <https://www.cadtm.org/En-memoire-de-Patrice-Lumumba-assassine-le-17-janvier-1961> consulté le 27 août 2026.

[2] Le PAIGC a joué un rôle clé dans la libération de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert. Son dirigeant, Amílcar Cabral, l'une des figures panafricanistes et révolutionnaires les plus éminentes d'Afrique, a été assassiné à Conakry en janvier 1973.

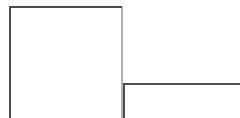
[3] Éric Toussaint, Banque mondiale Une histoire critique, Syllepse, Paris, 2022, chapitre 3, pages 86-88, https://www.syllepse.net/banque-mondiale-une-histoire-critique-_r_65_i_881.html consulté le 27 août 2026.

[4] Éric Toussaint et Patrick Bond, « Afrique du Sud : Le soutien de la Banque mondiale et du FMI au régime de l'apartheid », CADTM, publié le 24 avril 2019, <https://www.cadtm.org/Afrique-du-Sud-Le-soutien-de-la-Banque-mondiale-et-du-FMI-au-regime-de-l> consulté le 27 août 2026.

[5] Voir le document déclassifié élaboré par la CIA : « CIA's secret war in Angola », publié le 12 octobre 2004, <https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP88-01314R000100660020-1.pdf> consulté le 27 août 2026

[6] En 2026, alors que Cuba est menacé de survie par un manque d'hydrocarbures dû au blocus imposé par Washington, les dirigeants angolais héritiers du MPLA font preuve d'un manque total de réciprocité et de solidarité avec Cuba en n'envoyant pas de pétrole vers l'île de la Caraïbe. Les dirigeants angolais dont le principal partenaire économique est la Chine veulent entretenir les meilleures relations possibles avec Washington quitte à abandonner totalement ceux qui les ont aidés au prix d'énormes sacrifices dans les années 1980.

[7] Voir la vidéo du discours de Thomas Sankara <https://www.youtube.com/watch?v=DfzoToJEnu8&t=21s> consulté le 27 août 2026. Lire le texte de son discours : <https://www.cadtm.org/un-front-uni-contre-la-dette> consulté le 27 août 2026



Eric Toussaint Docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France.

Il est l'auteur des livres, *Banque mondiale – Une histoire critique*, Syllepse, 2022, *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, 2020, *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Les liens qui libèrent, 2017 ; *Bancocratie*, ADEN, Bruxelles, 2014 ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris, 2012 ; *La dette ou la vie*, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège.

Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

La source originale de cet article est CADTM

Copyright © Eric Toussaint, CADTM, 2026

SHOP GLOBAL RESEARCH

Articles Par :

Eric Toussaint**A propos :**

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, 2000, *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Les liens qui libèrent, 2017 ; *Bancocratie*, ADEN, Bruxelles, 2014 ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris, 2012 ; *La dette ou la vie*, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

[Vie privée](#)

Copyright © 2005-2026 Mondialisation.ca